

47

LE

MONDE SLAVE

ET

236194

L'OCCIDENT

« La nuit est passée et le jour est proche. Rejetons donc les œuvres des ténèbres, et revêtons-nous des armes de la lumière. »

(Ep. de Saint-Paul aux Romains.)



PARIS,

H. DUMINERAY, LIBRAIRE-EDITEUR.

52, RUE RICHELIEU, 52.

—
1856.



XIX / 162 II

PARIS,

IMPRIMERIE FRANÇAISE ET ANGLAISE DE E. BRIÈRE ET C^e,
RUE SAINTE-ANNE, 55.



Biblioteka Główna
Uniwersytetu Gdańskiego



1100174264

K549/5f/03

LE MONDE SLAVE

ET

L'OCCIDENT.

Tout le monde a voulu lire une brochure, qui avait la prétention d'offrir une solution nouvelle à la question d'Orient. Cette brochure a même eu un certain retentissement (1) : les journaux s'en sont émus, le public lui a fait un accueil empressé. Est-ce un succès de surprise ou d'entraînement irréfléchi ? il est difficile de le déterminer ; cependant, si on examine cet écrit avec attention, on verra qu'il n'est que le rêve doré d'un esprit honnête, naïf et inexpérimenté.

Honnête, parce qu'il prêche en politique l'humilité, le pardon des offenses et l'aveu de ses torts.

Naïf, car il a une foi aveugle dans de fausses inspirations ; il croit, par exemple, que la pensée qui animait la politique de Pierre-le-Grand était une pensée généreuse et civilisatrice, que la Russie doit être satisfaite en voyant la croix relevée dans la métropole de l'islam, — qu'elle n'aspire qu'à reprendre le cours de ses prospérités intérieures, etc., etc.

Inexpérimenté, parce qu'il s'imagine, dans son incroyable illusion que, dans les conditions actuelles, un congrès n'aboutit

(1) *Nécessité d'un congrès pour pacifier l'Europe.*

tirait pas précisément aux mêmes résultats que ceux qu'on a obtenus des conférences de Vienne.

Nous ne prétendons pas repousser l'idée d'un congrès européen, mais nous n'en admettons la possibilité, que lorsque les principes sur lesquels on n'est pas d'accord seront définitivement acquis et reconnus, et lorsqu'il ne s'agira plus que de régler les conditions matérielles d'un nouvel ordre de choses.

Pour que *les esprits puissent se confondre dans une pensée commune*, il faut : 1° que les intérêts de tous les peuples soient également pris en considération ; 2° que ces intérêts, nettement garantis, soient sérieusement représentés. Or, dans l'état actuel de l'Europe, c'est justement le contraire qui aurait lieu.

D'un autre côté, les intérêts de la Russie, telle qu'elle est aujourd'hui, étant diamétralement opposés à ceux de l'Occident, si même l'initiative d'un congrès venait de sa part, au lieu de s'en réjouir, il faudrait plutôt s'en défier.

La lutte actuelle ne peut être terminée par un coup de main diplomatique, ou interrompue par une trêve armée ; sa marche est lente mais précise, et rien ne saurait la détourner de son but final.

Rien n'est plus digne, en effet, du souverain élu par une grande nation que de faire un appel à l'opinion publique dans une question dont les gouvernements se réservent toujours la compétence ; mais nous y voyons bien autre chose que le germe d'un congrès impossible.

Nous y voyons un hommage éclatant rendu à la liberté de la pensée et à l'esprit moderne.

Nous y voyons la réhabilitation de la puissance de l'idée, et une preuve nouvelle de son immortalité.

Nous y voyons que l'Empereur Napoléon III a si bien le sentiment de sa force et la conscience de sa haute destinée, que, sans se laisser éblouir par le succès de ses armes, il a prononcé des paroles que nul souverain en Europe n'aurait jamais osé dire avant lui ; il suffit de les citer pour en apprécier la portée.

« Les succès des armées, a dit l'Empereur, quelque brillants qu'ils soient, ne sont que passagers, c'est, en défini-

» tive, l'opinion publique qui remporte toujours la dernière
» victoire.»

On doit s'enorgueillir d'un langage aussi élevé, car ce n'est qu'à un pays libre qu'on peut s'adresser ainsi.

Est-il nécessaire de dire que nous nous rangeons avec empressement à cette généreuse déclaration? Nous ajouterons cependant, bien que nous l'admettions dans toute son étendue, que précisément à cause de l'importance qu'on reconnaît aux arrêts portés par l'opinion publique, il est essentiel que cette opinion soit bien renseignée et suffisamment éclairée; nous dirons même qu'elle doit être conseillée et dirigée, car elle est changeante et mobile, fantasque et capricieuse, et quand une fois elle s'est prononcée, elle ne souffre point les contradictions ni les résistances.

Dans la cause qui préoccupe aujourd'hui l'Europe, l'opinion est encore bien vague et bien hésitante; si on la consultait, on risquerait peut-être de se tromper, ou on n'aurait qu'un avis incertain et contradictoire, non qu'il y ait un doute injurieux sur la justice et la légitimité de cette cause, son côté moral nous semble péremptoirement jugé et résolu. Mais ce qui met de l'hésitation dans les esprits, ce qui les rend flottants et indécis, c'est qu'on sent instinctivement que la lutte doit aller au-delà du programme tracé; on se voit débordé par la force des choses; on convient même qu'au-delà du but assigné d'avance il existe des intérêts plus graves, d'un ordre plus élevé, qui le dominent et tendent à l'annihiler. Or, une inquiétude sans motifs est un écueil tout aussi dangereux qu'une sécurité aveugle et obstinée; il faut donc, pour avoir une opinion à la fois sérieuse et impartiale, se défier des illusions et se mettre en garde contre les terreurs insensées. Et comment y parvenir, si on ne traite ce sujet avec une entière liberté d'appréciation.

Ces considérations nous encouragent à continuer l'œuvre que nous avons entreprise, sans nous dissimuler ses inconvénients, ni les mécomptes qui nous attendent peut-être.

Quand on vit, comme dit Saint-Simon, penché sur les événements, à étudier leur importance et leur signification, on est le plus souvent entraîné (à moins d'être journaliste ou homme

d'Etat) à exposer ses observations avec toute la franchise que donne une conviction sincère. Cette méthode réussit rarement, mais elle sera toujours appréciée par quelques esprits d'élite, qui cherchent la vérité partout où ils espèrent la découvrir, sans se soucier de ce qui flatte uniquement les passions et les intérêts.

Lorsque nous disions l'an dernier, dans la *Lettre à l'Empereur*, « qu'une guerre sérieuse contre la Russie n'est pas » possible sans que le mot de Pologne ne vienne se dresser » entre les parties belligérantes, » on nous traitait de visionnaire, nous n'avons trouvé que des incrédules ou des malveillants. Lorsque nous demandions « qu'on acceptât l'action » de la Pologne comme une garantie de succès pour l'Europe » et *une nécessité de la situation*, » parce que là était, à notre avis, le côté vulnérable de la Russie, on nous a accusé de prêcher le désordre, de pousser aux aventures et aux bouleversements.

Aujourd'hui on convient, en partie, de la justesse de nos appréciations : plusieurs journaux, parmi lesquels nous citerons *le Siècle* avec empressement, se sont ralliés à nos doctrines et leur ont donné l'appui de leur autorité et de leur influence (1) : d'autres, tout en nous persifflant encore, sont bien près de se déclarer pour nous.

La question semble donc avoir gagné du terrain, car ce qu'on repoussait l'année dernière, ou l'admet aujourd'hui ; ce qu'on admettait ne semble plus guère possible. Qui sait si de concessions en concessions, on ne finira pas par s'entendre tout à fait !

Mais tandis qu'on tombe d'accord sur un point, les événements marchent et produisent de nouvelles situations : ce qui aurait suffi, peut-être, au commencement de la guerre, pour paralyser l'action de la Russie, se trouve insuffisant aujourd'hui ; car le mot d'*affranchissement* a été prononcé dans le monde slave, et comme il arrive d'ordinaire, les désirs ont

(1) Voyez, entre autres, les remarquables articles du 18 septembre et du 17 novembre 1855, signés L. Havin. Il serait injuste aussi de passer sous silence plusieurs articles publiés dans la *Presse* et signés A. Peyrat.

augmenté en raison des espérances. Nul ne doute plus, parmi les Slaves, de la nécessité de la Pologne, mais on veut qu'elle serve de drapeau à une émancipation plus étendue. Les droits politiques des Slaves doivent être consolidés par le règlement de leurs droits civils, et c'est vers la conciliation de ces intérêts que doit se porter l'initiative de la Pologne.

Le prologue, comme on voit, s'est transformé en drame, la scène s'est agrandie, le sujet a pris un développement inattendu.

La Pologne a une place si importante dans le monde slave, et une solidarité si incontestable avec toute la race à laquelle elle appartient, qu'une reconstruction partielle de sa nationalité, qui ne serait pas en harmonie avec l'état politique des autres races unies à ses destinées, n'aurait aucune chance de succès. C'est ce qui explique, à notre avis, toutes les tentatives qu'on a faites dans ce sens, et qui, toutes, ont échoué. La nationalité polonaise ne doit plus se renfermer dans les bornes étroites d'une indépendance isolée; ou sa reconstruction doit amener la régénération du monde slave, ou elle est impossible. La Pologne, tout en se soumettant à l'influence de l'occident, ne peut, comme nation d'origine slave, se détacher de sa souche et renier son passé. Bien que conquise et partagée, elle est encore aujourd'hui, par la puissance de l'idée qu'elle représente, l'élément initiateur dans le monde slave, comme la France l'est dans le monde latin; son sort ne peut donc être réglé isolément, car sa mission serait incomplète si elle n'aboutissait qu'à une transaction.

Nous ne nous bornerons donc pas à dire, avec M. Saint-Marc Girardin, *qu'il sera bien difficile que la guerre actuelle ne devint pas polonaise par quelque côté, si (comme elle y semble disposée) elle se décide à s'étendre et à se perpétuer* (1). — Nous irons plus loin, et nous tâcherons de faire voir que la question slave tout entière est implicitement engagée dans la question d'Orient; que l'une ne peut être résolue sans l'autre, qu'elles ne sont toutes les deux qu'une évolution de la grande épopée révolutionnaire qui remonte au

(1) Voyez le *Journal des Débats* du 1^{er} nov. 1855.

siècle passé, et que la crise actuelle doit aboutir inévitablement à une palingénésie de la race slave, qu'elle touche particulièrement.

La question slave deviendrait incompréhensible, confuse, souvent même contradictoire, si on ne l'abordait franchement, mais il est essentiel d'y introduire une distinction qui tient à sa nature propre, et lui donne un caractère souvent trompeur et insaisissable.

Le monde slave se compose de races hétérogènes en apparence, mais unies entre elles par une communauté de vues, d'origine et d'intérêts. Leur organisation politique n'est que le nivellement d'une oppression séculaire, sans limites et sans contrôle : ce sont des races entières subjuguées par un élément étranger au pays, et fatal à ses destinées. Cet état de choses ne correspond en aucune manière à leurs besoins, ni à leurs instincts; il est même contraire à toutes leurs traditions. Or, pour entrer en matière d'une manière nette et précise, pour éviter toute confusion, il faut séparer ce qui n'est scellé que par la violence; il faut tracer une ligne de démarcation absolue entre le czarisme et la société, qu'il s'est arrogé le droit d'exploiter, et qu'il pousse dans une voie funeste. Leur sort doit être rendu indépendant l'un de l'autre, pour le salut et l'avenir de la civilisation.

Quelques considérations sur ce sujet nous semblent nécessaires, pour l'intelligence de la question que nous voulons traiter. Au moment où l'Europe se trouve engagée sur un terrain où tout est obscur pour elle, il est bon d'introduire la discussion dans le camp ennemi, pour dévoiler tout ce qui est soigneusement caché à ses yeux.

De tout temps le czarisme a su, avec une habilité profonde, se donner toutes les apparences de la popularité : et grâce au silence qu'il a imposé aux peuples placés sous sa domination, cette opinion erronée s'est si bien accréditée à l'étranger, qu'elle a encore de nombreux partisans. — On n'a jamais voulu apercevoir l'abîme qui se creusait petit à petit entre un système inique et une société opprimée.

La question d'Orient a eu le mérite de mettre ce désaccord



en évidence, de le développer et de l'amener à une pleine maturité.

Quand le monde slave soumis à la Russie demandait des réformes et des améliorations, on lui répondait par des projets de conquêtes. Les czars, dans leurs moments de loisir, rêvaient la conquête de Constantinople, comme ces joueurs avides qui courent après des gains impossibles. Ce rêve était entretenu par des traditions dynastiques, par des ambitions personnelles; il eût, comme toutes les chimères politiques, beaucoup de retentissement dans les sphères élevées, et peu de sympathies dans les masses. Aussi la question d'Orient, indifférente aux vrais intérêts du pays, n'a toujours été pour la Russie, qu'une question de luxe, dont la vanité faisait seule les frais. C'est ce qui l'a rendue impopulaire, malgré la couleur religieuse qu'on a voulu lui donner; c'est ce qui a paralysé jusqu'à présent l'élan et l'ardeur du soldat.

Chez les Slaves, la question d'Orient est une question jugée; on la croit perdue sans retour, et on s'en console aisément: il n'en est pas de même dans les régions gouvernementales. Le czarisme, parvenu à la hauteur où l'ont placé les complaisances de l'Europe, usera de ses dernières ressources pour maintenir ce qu'il appelle *la dignité de sa couronne et la plénitude de sa souveraineté*, — et il aura raison, car un czarisme limité est un non-sens, une affirmation contradictoire, qui repose sur une illusion. Tout son prestige est dans cette idée, qu'il est un dogme inabordable au libre examen, et supérieur à toute discussion.

Jamais le désaccord qui existe entre le czarisme et le monde slave ne s'est plus nettement dessiné: contradiction de principe, diversité d'intérêts, tout est là pour rendre ce désaccord tous les jours plus évident.

Il y a bien, parmi les Russes fanatiques, imbus de tous les préjugés nationaux, des partisans du Czar par conviction et par intérêt; ceux-là supportent avec peine l'envahissement du sol sacré de la Russie par l'étranger, ils protestent contre les échecs infligés à leurs armées, et les expliquent à leur manière; car pour un Russe, l'armée russe est invincible quand même; c'est la première armée du monde: la vaincre c'est se mettre

en état de rébellion contre la Providence; céder serait une lâcheté et une trahison. Cependant, ces idées ne sont guère partagées, car aux yeux de tous les peuples une guerre d'ambition n'est justifiée que par un prompt succès; tout revers lui est fatal et la dépopularise.

Un czarisme glorieux et puissant serait peut-être encore un élément assez fort pour entraîner le monde slave après lui; une vigoureuse initiative dans le sens de l'émancipation civile et politique des races, appuyée par les forces imposantes dont la Russie peut disposer, aurait de grandes chances de succès; le cri de détresse de Marie-Thérèse, jeté au sein des populations slaves, par un czar jeune, enthousiaste et entreprenant, trouverait, nous n'en doutons pas, de l'écho et du retentissement. Mais un czarisme, à la fois orgueilleux et impuissant, ambitieux et incapable même de se défendre, déchu de son prestige d'infailibilité, compromis sans cesse par l'inertie et l'incurie de son entourage; un czarisme semblable a fait son temps, et doit disparaître tôt ou tard sous le poids de son inintelligence.

Après avoir ainsi établi une distinction nécessaire entre le czarisme et la société slave, faut-il expliquer encore pourquoi nous croyons que la question slave a surgi du jour où l'on a posé des limites au czarisme, et qu'elle doit se substituer d'elle-même à la question d'Orient?

S'il ne s'agit que de garantir l'intégrité de l'empire Ottoman, n'a-t-on pas atteint ce résultat? Il nous semble même que le but a été dépassé, car au lieu de rétablir l'équilibre, c'est la Turquie qu'on a rendue prépondérante dans la mer Noire! La question d'Orient n'est-elle donc pas terminée? que veut-on de plus? à quoi peut-on encore prétendre? S'imaginerait-on que les Czars puissent jamais souscrire à un semblable dénouement et s'y soumettre franchement et sans arrière-pensée?... Il faudra donc les réduire par de nouveaux moyens!

Or, le bon sens le plus vulgaire se refuse à admettre qu'à l'ouverture de la campagne prochaine, il n'y ait d'autres intérêts en jeu que ceux de protéger le Sultan.

Quels seront ces intérêts, quel est le but que l'on se propose d'atteindre? Toute la question est là, et elle mérite bien d'être étudiée avec soin, car tout phénomène historique a besoin

d'être formulé pour devenir intelligible. Une transition d'un état de choses impossible à un état nouveau, ne se fait qu'en vertu d'un principe et au nom d'une idée : il lui faut une raison d'être, voire même un prétexte.

Or, nous croyons que le prétexte du phénomène historique qui se déroule devant nous est faux et insuffisant. Jamais on n'arrivera à rien au nom de la question d'Orient, pas même à une solution partielle et provisoire, car cette question obscure ne représente qu'un replâtrage impossible, une négation. La synthèse est tout entière dans la question slave.

Son importance nous a apparu dès l'origine du conflit. — Aujourd'hui elle est d'autant plus frappante, qu'elle se pose dans les deux camps avec la même gravité.

Tandis qu'une sorte de fatalité semble peser sur le czarisme, tous les yeux sont fixés sur l'Occident. On cherche à deviner ses intentions. — Le doute rend les esprits méfiants ; il les tient en suspens, car l'expérience des choses humaines apprend que les causes justes sont celles qu'on abandonne le plus souvent, et que l'appui ne manque qu'aux faibles et à ceux qui ne savent pas revendiquer leurs droits.

La méfiance n'est-elle pas bien naturelle en présence de ces désirs immodérés de paix qui se produisent en toute occasion. Il se fait, il est vrai, un grand mouvement d'idées dans ces contrées lointaines que l'esprit moderne a vivifiées de son souffle. Mais le silence qu'on garde à l'égard de la race slave, et surtout à l'égard de la nation qui est appelée à régler ses destinées, surprend et inquiète à la fois. On se dit, non sans raison, qu'une paix conclue avec la Russie, dans les conditions actuelles, c'est toute la race slave livrée à la merci du czarisme. — Et la prudence l'emporte, cette fois, sur toute autre considération.

Cependant, comme la temporisation peut bien n'être qu'une des formes nécessaires de la volonté, le monde slave cherche à retremper ses forces en lui-même, pour être prêt à tout événement — La misère chez le peuple et le dépit dans les classes plus élevées ne serviront guère à calmer les passions, et on se tromperait fort en donnant un sens pacifique à tous les symptômes de mécontentement qui se révèlent partout.

L'orage qui gronde ressemble souvent à la tempête qui s'apaise.—Mais il serait dangereux de les confondre.

Il n'est donc guère étonnant qu'on redoute dans le monde slave une pacification qui sacrifierait l'avenir aux besoins égoïstes du présent. On préfère la guerre, malgré les lourds sacrifices qu'elle impose; car, quel que soit le sort de cette guerre, que la Russie soit vaincue ou victorieuse, le czarisme en sortira réduit, et la race slave régénérée. Ce résultat est inévitable; car, pour tout homme qui connaît la Russie, il est évident que la guerre actuelle n'est pas autre chose qu'une partie engagée entre le czarisme et l'esprit nouveau: le czarisme sert d'enjeu, et il n'est pas de taille à soutenir cette lutte.

Ces considérations générales ne nous font pas oublier qu'on nous demandera sans doute ce que nous entendons par la question slave et comment elle peut être résolue.

Dégagée du czarisme, la question slave serait toute politique, une question de nationalité à satisfaire, si elle n'était compliquée par le servage et par le problème qui en dérive,— problème qui consiste dans l'affranchissement des masses. Cette complication la rattache au mouvement révolutionnaire de 89, et en fait une des dernières conséquences de la révolution.

Elle a donc son côté social et son côté politique, que nous essaierons d'examiner séparément.

Le servage n'existe qu'en Russie dans toute son intégrité: aboli depuis un demi-siècle dans les provinces polonaises échues en partage à la Prusse, il a disparu dans le royaume de Pologne depuis l'introduction du Code français, en Gallicie depuis 1848: ce n'est donc qu'en Russie qu'il s'est conservé, comme la base des institutions sociales du pays.

L'empereur Nicolas a fait plusieurs tentatives dans le sens de l'affranchissement des serfs, sans arriver à aucun résultat satisfaisant, car ces tentatives étaient faites sans égard aux intérêts engagés, sans système bien arrêté, et surtout sans loyauté. Le général Bibikoff, l'exécuteur irresponsable des hautes pensées du czar, imagina, dans les provinces qu'il

gouvernait (1), toute une série de vexations destinées plutôt à jeter le trouble dans les rapports existants entre les seigneurs et leurs sujets, qu'à assurer à ces derniers un semblant de liberté. Ce fut une œuvre de méfiance et de haine contre la noblesse polonaise, qui forme la classe des propriétaires, et comme telle, cette œuvre n'aboutit à rien, car elle était odieuse dans son principe, et mensongère dans son exécution.

Le général, qui à ses autres dignités joignait celle d'aide-de-camp de l'empereur, en mettant la main à cette ténébreuse affaire, n'avait qu'un seul but : s'assurer le concours des populations en cas de besoin, et réduire la noblesse à l'impuissance. Espérons qu'il n'y a réussi qu'à demi ! En attendant, voici à quoi se borna l'affranchissement : on abolit quelques corvées et redevances seigneuriales assez insignifiantes ; on régla les journées de travail ; et on prétendit intéresser le paysan à la terre, en l'assurant contre tout déplacement ; mais il ne fut question ni de la liberté individuelle, ni du droit de posséder, ni de l'émancipation civile ; en réalité, le peuple n'y gagna rien, sinon un peu plus de méfiance envers le seigneur, et moins de confiance dans le gouvernement (2).

Une réforme partielle et incomplète ne produit ordinairement que du désordre, là où il y a tant à réformer. En Russie, l'affranchissement des serfs doit être suivi, sinon précédé, par la réforme du système tout entier, qui est vicieux et incompatible avec tout essai de liberté. Chaque jour, on est en contact avec une administration cupide et tracassière ; à toute heure, on est exposé au caprice d'une législation qui n'a d'autre guide que la volonté du souverain.

Dans un état social tel qu'il existe en Russie, le maître n'est pas plus libre que le serf, et ce n'est qu'en conciliant leurs intérêts qu'on peut les affranchir tous les deux.

(1) Volhynie, Podolie, Ukraine.

(2) Plusieurs journaux parlent de mesures récentes prises par le gouvernement russe à l'égard des paysans polonais : ces mesures ne méritent pas une sérieuse attention, car c'est toujours le même système qui prédomine, et qui consiste à diviser les esprits en menaçant les intérêts. Une émancipation complète et rationnelle à la fois ne peut être l'œuvre d'un gouvernement qui ne vit que d'expédients et d'arbitraire.

L'arbitraire qui règne dans la législation, la vénalité qui s'est glissée dans toute l'administration arrêtent le mouvement économique du pays et paralysent son commerce et son industrie. En ôtant toute sécurité aux individus, on ôte toute confiance au capital ; il en résulte une stagnation dans les affaires, qui frappe tous les intérêts, et ne laisse de place qu'aux gains illicites et frauduleux. Si l'empereur Nicolas, au lieu de s'acharner à des persécutions politiques et religieuses, avait doté son pays d'un réseau de chemins de fer, il aurait mieux placé ses millions qu'en les employant dans la mer Noire à des armements ambitieux, à moitié détruits aujourd'hui : mais l'empereur Nicolas manquait d'initiative, il ne possédait pas cette intuition de l'avenir qui sait préparer les voies aux réformes indispensables ; il se défiait de toutes ces sociétés anonymes créées en vue de quelque exploitation, car il y voyait l'invasion de l'esprit nouveau et un germe toujours latent d'une conspiration contre sa personne.

L'état social, en Russie, est l'œuvre de la politique des czars ; cette politique ne peut vivre qu'à condition d'avoir entre ses mains un instrument d'obéissance aveugle. C'est donc devant les besoins mêmes de la société slave qu'elle doit succomber, leurs intérêts étant complètement opposés. Mais l'action doit être commune avec celle de l'occident, car il existe une solidarité entre les nations, qui est une des lois naturelles de la société. En dépit des aspirations mesquines et égoïstes de certains publicistes modernes, cette loi tend à s'établir sur des bases solides, après avoir survécu à toutes les doctrines contraires. L'intervention de l'occident a mis en mouvement tout ce qu'il y a de vitalité dans le monde slave ; mais cette vitalité ne suffit pas à sa régénération, il lui faut un appui matériel, et cet appui ne lui manquera pas, car il est dans la logique des événements.

Le côté politique de la question slave tient à des intérêts encore plus élevés, car il tient à la dignité de la race entière, à sa nationalité et à son indépendance. Qui ne connaît le désordre de cette organisation politique, où l'on voit des millions de Slaves livrés à la merci de gouvernements antipathi-

ques ou ennemis, sans égard à leurs instincts, à leur passé et à leur autonomie !

Souvent un simple ruisseau, un fossé tracé à travers champs séparent le serf de l'homme affranchi, et servent de barrière entre gens qui sont de la même race, de la même religion, qui parlent la même langue, qui respectent les mêmes souvenirs, et vivent moralement dans une communauté parfaite d'idées, de sentiments et d'espérances. Un état de choses semblable devrait soulever d'indignation tout cœur généreux, et mérite le jugement sévère de l'histoire, car quelle peut être la signification d'une politique qui ne repose que sur l'injustice et la spoliation ?

Entre l'ambition des czars et l'occupation étrangère, l'action du monde slave sera toujours paralysée.

L'occupation étrangère, sans force en elle-même, n'a vécu jusqu'à présent qu'à l'ombre et sous la protection du czarisme ; en brisant l'un, l'autre cédera facilement, car l'occupation étrangère n'a jamais constitué un droit, ne sera jamais un principe supérieur au principe des nationalités et capable de le faire disparaître.— Toute race historique, qui a la conscience de sa force et de sa dignité, a besoin d'un gouvernement fort, mais qui soit conçu dans son sein, qui tienne à ses traditions, qui lui représente une idée.

C'est dans ce sens que le monde slave doit être réorganisé ; c'est le seul moyen de hâter la fin de la guerre et d'arriver à une paix durable.

Telle est, en deux mots, la question slave dans toute la vérité de sa définition : l'homme attaché à la glèbe, des races entières partagées et opprimées. Il nous semble qu'il est peu de questions plus importantes au point de vue social et humain.

Voyons maintenant comment elle peut être résolue.

Nous avons dit notre opinion sur le côté social de la question : son vice radical tient plutôt au système du gouvernement qu'aux opinions et aux préjugés du pays ; nous n'insisterons donc pas davantage sur ce sujet, car nous croyons fermement qu'un gouvernement vraiment national, ayant la confiance et l'assentiment du pays, trouvera peu d'obstacles

à introduire les réformes que la situation des esprits semble indiquer et exiger.

Nous nous occuperons davantage à rechercher la solution politique.

Pour ne pas s'égarer dans des appréciations inexactes ou exagérées, l'important est de savoir distinguer, dans ce chaos d'intérêts divers, quel doit être le principe organisateur, l'élément constitutif du monde slave, quelle est l'idée au nom de laquelle il doit être régénéré, quelle est la tradition qui doit le guider. Il sera bon, à cet effet, de jeter un coup d'œil en arrière pour interroger l'histoire et s'inspirer aux sources du passé. C'est de là que jaillira la lumière qui éclairera ce qui semble bien obscur aujourd'hui.

Deux noms dominent tout ce groupe de races hétérogènes dont se compose le monde slave : ces deux noms, est-il besoin de le dire ? sont la Pologne et la Russie (1).

Toute l'histoire slave est dans la rivalité de ces deux nations, ou plutôt dans leur antagonisme. La Pologne et la Russie ont toujours représenté deux idées, deux principes opposés, destinés à se combattre et à se contrebalancer, jamais à s'absorber : toutes les deux ont visé tout à tour à l'unité slave, et n'y ont jamais pleinement réussi, car ici, comme partout ailleurs, la loi historique de l'antagonisme est avant tout une loi naturelle, qui ne peut être violée sans mettre en souffrance tous les intérêts.

Qu'on se reporte aux temps les plus reculés de l'histoire moderne, et l'on se convaincra facilement que l'antagonisme des peuples a toujours rendu à l'humanité des services importants. Les conquêtes de la civilisation sont dues en partie à cet esprit de rivalité qui fut de tout temps une condition de progrès, un frein à toutes les ambitions, et un des mobiles les plus puissants de toutes les grandes actions.

Otez l'antagonisme à la société, et vous la condamnez à l'immobilité et à l'impuissance.

(1) La Bohême, quoique d'origine slave, ne peut prétendre à jouer un rôle dans les destinées du monde slave, car elle est absorbée par l'élément germanique, et n'est pour ainsi dire que le trait-d'union entre les deux races.

Dans le monde économique, la concurrence, qui n'est qu'une rivalité justifiée par l'intention, doit exister pour contrebalancer le monopole; de même en politique, il n'y a que l'antagonisme qui soiten état d'arrêter l'absorption.

La rivalité de deux nations peut tenir à des idées secondaires, qu'il est inutile d'énumérer; mais leur antagonisme tient toujours à la différence de leur principe; du jour où cette différence cesse, l'antagonisme disparaît, et il se fait une fusion d'idées, une communauté d'intérêts toute à l'avantage de la civilisation, car, quoi qu'on dise, c'est toujours le principe du progrès qui finit par triompher.

L'antagonisme entre deux nations ne peut être étouffé par la force; il vit tant qu'il a une raison d'être, car il est nourri, bien moins par les passions que par les intérêts. Cet élément tend à disparaître chez les nations plus avancées en civilisation, et à se fondre dans une émulation purement industrielle; mais il existe dans le monde slave à l'état d'instinct et de tradition, et il est destiné à y jouer un rôle important, tracé par la nécessité même. C'est cet élément que nous appellerons *le principe constitutif de la race slave*, car il porte en lui le germe de sa réorganisation future; c'est le levier d'Archimède pour rétablir l'équilibre rompu, pour préserver le monde slave d'une absorption pleine de dangers, et mettre l'Europe, une fois pour toutes, à l'abri des ambitions.

L'antagonisme, qui a été l'inspiration de la politique des deux peuples depuis un temps immémorial, se retrouve à chaque page de leur histoire; il s'est développé graduellement, et lorsqu'il a disparu dans les faits, il s'est transporté dans les idées.

Voyons ce que l'histoire nous apprend à ce sujet :

On sait que la première dynastie qui régna en Pologne, fut la dynastie des Piast; son rôle fut glorieux et important, car c'est elle qui jeta les fondements de la monarchie, qui fit disparaître le paganisme (10^e siècle) et créa un tout homogène de toutes ces provinces séparées et divisées, qui forment encore aujourd'hui la partie occidentale du monde slave. Elle fut uniquement occupée à organiser l'Etat, à étendre ses frontières du côté de la Bohême et de la Moravie, et à lutter sans cesse



contre les empereurs d'Allemagne. Elle eut aussi à réduire les petits fiefs indépendants qui s'étaient formés au sein même de la monarchie, et à combattre alternativement les Prussiens, les chevaliers Teutoniques, les Lithuaniens et les Tartares. Son horizon d'action se bornait donc principalement au côté, pour ainsi dire, européen des pays slaves. Cependant, l'expédition de Boleslas-le-Grand contre les Russiens (en 1018), couronnée par son entrée triomphale à Kieff; la conquête que fit Boleslas-le-Hardi de la Russie-Rouge (1072-1076); l'intervention de Leszek-le-Blanc dans les affaires des princes russiens à propos du duché de Halicz (Galicie), attestent suffisamment la tendance qu'avait déjà la Pologne, avant le 14^e siècle, à s'étendre du côté de l'Orient.

La dynastie des Jagellons, qui succéda à celle des Piast (en 1386), donna une nouvelle impulsion à cette direction, qui était au reste toute naturelle. Ayant apporté en dot la Lithuanie, elle assura à la Pologne, par cet immense accroissement de territoire, une domination exclusive dans le Nord. Pendant plus de deux siècles la Pologne fut grande et prospère : elle eut des souverains législateurs et conquérants, des grands hommes d'Etat et de guerre, et ses conquêtes furent partout accueillies avec faveur, car elles étaient faites au profit de la civilisation et au nom de la liberté et de la tolérance, deux principes que la Pologne doit toujours représenter dans le monde slave. Aussi, voyons-nous se produire du temps des Jagellons un de ces faits qui n'a peut-être pas d'analogue dans l'histoire : deux nations d'origine diverse, la Pologne et la Lithuanie, jusque-là ennemies et rivales, se tendent la main, et parviennent, tout en s'assurant leurs droits mutuels et leurs privilèges, à s'unir si intimement, sans se servir de violence ni d'intimidation, qu'aujourd'hui encore la Lithuanie est une des provinces de la Pologne où le sentiment patriotique est le plus prononcé et le plus profondément enraciné. Par l'acquisition de cette riche contrée, la Pologne, qui touchait déjà à la mer Baltique par la Poméranie et ses provinces prussiennes, s'étendit vers le midi jusqu'à la mer Noire en dépassant, du côté de la Russie, ses frontières naturelles au-delà du Dniéper et de la Dwina. En même temps des nations voi-

sines, telles que la Bohême et la Hongrie, venaient offrir leurs couronnes aux princes de cette illustre race des Jagellons qui avait si noblement relevé le nom slave en Occident. Ladislas III fut en même temps roi de Hongrie et de Pologne (1434). — Un autre Ladislas accepta la couronne de Bohême (en 1471) et plus tard celle de Hongrie (en 1490). La prépondérance de la Pologne était incontestable, rien ne semblait pouvoir en arrêter l'essor.

Cependant, à côté de la Pologne florissante surgissait un Etat nouveau destiné à la contrebalancer d'abord, et à la remplacer après.—On sait que les nombreuses principautés formées par la division de l'héritage des Rouriks entre les successeurs de Vladimir-le-Grand, eurent pendant quelque temps une existence politique séparée ; mais conquises en partie par la Pologne, en partie par la Lithuanie, en partie tombées sous le joug des Tartares, elles disparurent pendant plus de deux siècles de la scène de l'histoire.

Néanmoins la domination tartare, après avoir longtemps pesé sur les pays slaves, devint odieuse comme toute usurpation, et disparut à son tour devant le réveil de l'esprit national, quoiqu'elle fut un fait accompli aux yeux des contemporains. Les ducs de Wladimir (sur Kliazma), de Twer et de Moscou, furent des premiers à le secouer ; ceux de Moscou absorbèrent bientôt les autres, et commencèrent déjà, dans le XIV^e siècle, à organiser en dehors de l'Europe cet état puissant et ambitieux, qui devait bientôt y jouer un rôle prépondérant. Il est digne de remarque que, dès l'origine même de ce que nous appellerons désormais la Russie, son organisation politique fut toute autre que celle de sa rivale ; en Pologne, les pays conquis étaient admis indistinctement aux libertés de la mère-patrie ; la conquête était un progrès pour eux ; la Pologne de Casimir-le-Grand (1333), celle des Jagellons (jusqu'à la fin du XVI^e siècle) remplissait plutôt une œuvre civilisatrice qu'une œuvre d'ambition. En Russie, ce fut le contraire qui arriva, les princes secouaient le joug des Tartares pour en établir un plus dur encore ; le droit de conquête semblait être un titre suffisant à tous les excès, et l'unique préoccupation était de consolider le pouvoir du souverain, et de

l'entourer de toutes les prérogatives ; jamais en dehors de ce cercle aucun intérêt ne fut pris en considération. C'était déjà, comme on le voit, le czarisme en germe.

Tel fut l'adversaire que la Pologne des Jagellons rencontra sur le terrain slave ; elle eût à compter désormais avec lui, et l'on peut dire, qu'à partir du XV^e siècle, cet antagonisme ne cessa de grandir pour ne plus disparaître. Le monde slave se divisa alors en deux camps, les sympathies se partagèrent aussi, car si d'un côté la Lithuanie s'unissait étroitement à la Pologne libérale, d'un autre, la république de Nowogrod-la-Grande se soumettait au grand-duc de Moscou en 1479, le duché de Siewierz en 1490. Il y eût même individuellement des adhésions nombreuses en faveur de la Russie, souvent même coupables, telle que celle de Glinski, qui valut à la Pologne la perte de Smolensk en 1514.

Les rois Etienne Batory et Sigismond III (de la famille des Wasa) portèrent de rudes coups à la puissance moscovite ; le drapeau polonais flotta sur les murs du Kremlin, et la question de la rivalité sembla pour quelque temps résolue par la conquête.

Malheureusement pour la Pologne, un esprit étranger au principe libéral qu'elle représentait toujours dans le monde slave, s'introduisit dans son sein dès le commencement du XVII^e siècle, et précipita sa chute.

La Pologne, qui avait su jusque-là se préserver des guerres religieuses qui agitèrent si cruellement l'Europe pendant des siècles, s'arma tout à coup d'intolérance, et se mettant ainsi en contradiction avec son propre principe, et avec le génie des races nombreuses qui étaient liées à ses destinées, elle perdit une partie de son influence. Ses persécutions religieuses amenèrent les défections, et elle n'était pas assez fortement organisée pour y résister longtemps. La tolérance avait fondé l'État et l'avait consolidé ; l'intolérance l'ébranla et lui porta les premiers coups, car elle amena à l'intérieur les haines des partis, les violences et les discordes ; à l'extérieur, la perte de nombreuses provinces. La Russie en profita habilement, elle protégea les schismatiques, les dissidents, et ce fut un des

prétextes dont elle sut se saisir pour arriver à l'abaissement de sa rivale.

C'est ainsi que, malgré le règne glorieux de Ladislas IV, on fut obligé de souscrire, en 1652, sous le règne de son frère Jean-Casimir, à l'indépendance des Cosaques, qui avaient été jusque-là tributaires de la Pologne et soumis à sa domination. D'autres désastres l'accablèrent à la fois : les Moscovites s'emparèrent de la Lithuanie ; les Suédois de la Pologne proprement dite et occupèrent sa capitale.

Cela se passait en 1654.

La paix d'Oliva, signée en 1660, mit fin à cette guerre en replaçant Jean-Casimir sur son trône ; mais avec la Russie on ne termina qu'en 1667, en lui cédant par le traité d'Andruszew, la ville de Kieff, avec une partie de l'Ukraine et d'autres principautés.

Jean Sobieski redonna de l'éclat aux armes polonaises ; mais, comme il arrive souvent aux plus grands capitaines, il sacrifia la politique à la gloire, car il manquait de ce coup-d'œil de l'homme d'Etat, qui n'est qu'une juste appréciation de l'avenir. En sauvant la monarchie autrichienne, il fortifia un ennemi ; en épuisant les ressources de son pays à combattre la Turquie, il prépara les voies à la Russie et fit ses affaires, comme on les fit à peu près de notre temps, en brûlant la flotte turque à Navarin.

A partir du XVIII^e siècle, la lutte entre les deux pays est trop connue pour être racontée : nous voyons, en Pologne, un gouvernement désorganisé, sans vigueur et sans initiative ; l'amour de la légalité poussé jusqu'à la démesure ; une fidélité insensée à des formes usées et à des libertés mal définies : en Russie, tout au contraire, un pouvoir fort et centralisé, ne s'arrêtant devant aucun moyen quand le salut de l'Etat l'exigeait ; en un mot, on vit dans le monde slave, déjà au XVIII^e siècle, le régime parlementaire, le règne de la tribune, aux prises avec la volonté toute puissante d'un seul. La Pologne eut de grands citoyens qui se dévouèrent à sa cause et en furent les martyrs et les victimes—la Russie se borna à produire Pierre-le-Grand !

Il était réservé à cet homme extraordinaire de mettre en re-

lief le principe que la Russie était destinée à représenter : après avoir tracé à son pays un but ambitieux, il laissa à ses successeurs le soin de le réaliser. Occupé des réformes qui pouvaient servir à étendre les bornes de son autorité, il força tous les esprits qu'il dompta par l'énergie de sa volonté à se soumettre à sa dictature, et à adopter un système, dont toute l'idée philosophique était concentrée dans une théorie de négation. Pierre-le-Grand fut donc le véritable fondateur de ce czarisme, que nous voyons aujourd'hui ; czarisme qui en est encore à ignorer le principe ainsi que le but précis de sa toute puissance.

S'il est possible de mettre en parallèle deux principes, qui diffèrent entre eux par leur origine et par le rôle qu'ils ont joué dans le monde, c'est entre le czarisme et le principe napoléonien qu'il faudrait tenter d'établir cette comparaison, car il existe entre eux une certaine analogie qui tient surtout à une destinée commune dans l'histoire. Pris isolément, ces deux principes ne souffrent pas de comparaison : mais lorsqu'on les envisage dans le milieu même qu'ils étaient appelés à régénérer, on est forcé de leur trouver une certaine similitude. Le czarisme (on ne peut le nier) est un élément de force dans le monde slave, il y a des racines et des sympathies, semblables à celles que le principe napoléonien possède dans le monde latin : tous les deux ont cherché à s'identifier avec l'esprit de leur siècle, et à lui tracer un chemin nouveau ; mais pour l'un, la toute-puissance de l'Etat fut le but, pour l'autre le pouvoir n'a toujours été qu'un moyen : l'un devait rester exclusif et stationnaire, l'autre devait viser au progrès et à l'universalité : la lutte entre eux était donc inévitable.

L'adhésion spontanée d'une nation intelligente et rajeunie par une révolution fit du nom de Napoléon le drapeau de l'avenir et de ses destinées.

Pierre-le-Grand ne fut qu'un drapeau imposé aux vagues aspirations d'un peuple ; c'est surtout dans la violence de sa mission que git son infériorité.

Napoléon fut l'homme du destin et de la nécessité ; Pierre-le-Grand, l'homme du hasard et de la fantaisie : il vint trop tôt pour le bonheur de sa race, et ce qui a manqué, peut-être,

à sa destinée, c'est de n'avoir pas été précédé par une convention : car il a voulu détruire et édifier à la fois, et ne fit qu'une œuvre incomplète. La race slave n'a ni l'éternelle jeunesse de la race latine, ni la maturité précoce de la race germanique ; elle n'a ni assez d'initiative, ni assez d'originalité, pour ne pas être tributaire dans ses créations. C'est ce que Pierre-le-Grand n'a pas su comprendre en poussant son pays dans une voie pleine de périls, et qui n'était pas en rapport avec les facultés morales et intelligentes de la société qu'il représentait : aussi son système porte le cachet d'une orgueilleuse prétention, qui le rend sans cesse menaçant, mais incapable de rien produire.

L'impératrice Catherine continua l'œuvre de son prédécesseur. La Pologne fut partagée, la Turquie fortement ébranlée ; la prépondérance de la Russie dans le monde slave devint incontestable, et son antagonisme avec la Pologne sembla être enseveli sous les ruines de son ancienne rivale. Mais toute usurpation porte en elle son châtement : le monde slave, qui aurait peut-être pardonné à la Russie une conquête franche et hardie, comme un acheminement vers l'unité slave, comme une tentative de régénération, ne pardonna jamais un démembrement qui livrait plus de six millions de Slaves à une race ennemie. Cette politique fut toujours condamnée comme une preuve de faiblesse, d'irrésolution, et de complicité avec l'étranger.

Après la grande époque napoléonienne, l'empereur Alexandre, convaincu que la violence légale n'aboutirait à rien, essaya d'employer des moyens de conciliation, espérant vaincre par la séduction ce qui avait résisté à la force. Il imagina donc un mariage de raison entre un empire despotique et un royaume constitutionnel : union impossible entre deux principes aussi opposés ; comme toute union mal assortie, elle devait en subir le sort : la victime prononça le mot de nullité, et pour se débarrasser de ses liens elle se confia au hasard des batailles. Tout le monde connaît la révolution de Pologne en 1830 ; qui n'a pas applaudi à cette lutte héroïque de neuf mois, soutenue par un des débris de l'ancienne Pologne contre toutes les ressources de la Russie ! La Pologne avait entrepris

une noble tâche, elle y a échoué! Les forces n'étaient pas égales et l'intérêt de l'Europe n'y était pas aussi directement engagé qu'il l'est aujourd'hui. Les revers ont été grands, mais sont-ils de nature à décourager?

Rarement les grandes entreprises réussissent du premier coup; on dirait qu'il faut qu'elles s'aiguisent contre les obstacles et les déceptions. Cela doit être ainsi, car la Providence demande de la persévérance à ceux qu'elle destine aux grandes choses! La Russie demeurée victorieuse, on accusa la Pologne d'inconséquence, et la révolution de 1830 d'illégalité; c'est le sort des causes vaincues d'être toujours calomniées.

Quand à nous, nous le disons hautement, nous croyons qu'un divorce politique, entre deux éléments incompatibles, est un droit qui n'a pas besoin de consécration, car il ne lui faut que le succès pour être légitimé. Les préjugés qui enchaînent les individus, ne peuvent enchaîner les nations, et la résignation n'est le plus souvent qu'un prétexte à l'indifférence. L'oppression donne aux peuples, comme aux individus, une force mystérieuse, qui les pousse vers l'accomplissement de leurs destinées. Cette force aura toujours raison, à la longue, des obstacles qu'on voudra lui opposer, et c'est ce qui fait sa grandeur et son inviolabilité.

Nous avons indiqué, aussi brièvement que possible, ce qui constitue, à notre avis, la synthèse de la question Slave; empêcher l'absorption par l'antagonisme, et le régulariser en l'élevant à la hauteur d'un droit international, d'un principe d'ordre européen. Dans ces conditions, la palingénésie Slave serait tout simplement une association d'intérêts, une confédération où la Pologne et la Russie joueraient le même rôle que jouent l'Autriche et la Prusse dans la Confédération Germanique. La reconstruction de la Pologne est par conséquent la pierre angulaire de cet édifice.

Si l'Europe s'est toujours opposée à l'unité allemande, dans un but d'équilibre et de sécurité, le danger serait-il moins grand en présence d'une unité slave?

Or, c'est ce danger qui est le plus menaçant aujourd'hui, car si le czarisme n'est vaincu qu'à demi, il se relèvera (qu'on n'en doute pas) par l'unité slave. Si l'on ne veut pas que la



force des choses amène tôt ou tard ce résultat, il faut grouper les peuples slaves autour de deux noms rivaux, qui se contrebalanceront nécessairement et se surveilleront réciproquement. Il est donc indispensable que les deux puissances qui se partagent les sympathies du monde slave et guideront ses destinées, aient une existence politique séparée et indépendante, assez fortement constituée, pour pouvoir se maintenir en équilibre, sans se faire tort mutuellement; car les deux principes que la Russie et la Pologne représentent dans le monde Slave, y sont également nécessaires, et ce n'est qu'en se modifiant mutuellement, tout en fonctionnant séparément, qu'ils parviendront à se réconcilier un jour.

La Russie, avec la forme de son gouvernement, avec ses prétentions envahissantes et la nature de ses institutions, sera longtemps encore l'asile du monopole; ses mœurs et ses habitudes la feront toujours pencher vers un gouvernement militaire, peu sympathique au progrès. Inféodée depuis des siècles à un despotisme sans contrôle, il lui faudra un long apprentissage, pour arriver à des garanties de liberté.

La Pologne, au contraire, grâce à ses traditions et ses affinités avec l'Occident, est toute prête à adopter ses institutions, à se lancer à sa suite dans la voie du progrès industriel, qui est pour elle une nécessité et qui correspond au mouvement des esprits. La liberté, protégée par un gouvernement fort et national, pourra y pénétrer sans danger, car elle n'est menaçante que pour ceux qui s'en défont éternellement.

Toute politique qui se refusera à tenir compte de ces éléments tracés en caractères ineffaçables dans l'histoire et dans la tradition de la race slave, n'amènera que désordre et confusion, dont le czarisme ne manquera pas de faire son profit.

Il se trouvera peut-être des gens de mauvaise foi qui nous accuseront de panslavisme. Est-il nécessaire d'y répondre? Le panslavisme est une absorption de la race slave par la Russie, ou plutôt par le czarisme, tandis que c'est juste le principe contraire que nous essayons de faire adopter. Nous voulons d'une Pologne indépendante, mais recherchant son point d'appui aussi bien dans une protection étrangère que

dans l'idée de progrès et de civilisation qu'elle représente dans le monde slave; nous voulons pour elle l'initiative de la régénération pour l'opposer avec succès à cette fatale influence de la Russie qui pèse sur la race slave comme le souffle brûlant de la destruction.

Voyons maintenant le rôle qui est échu à l'Occident dans la question slave et par quel concours de circonstances il est entraîné à y intervenir.

Quand le partage de la Pologne l'exclut de toute action dans le monde slave; quand il n'y eut plus rien pour contrebalancer la prépondérance de la Russie, une force nouvelle surgit en Occident, destinée à la combattre un jour. Cette force fut l'idée révolutionnaire incarnée dans un homme de génie. Avec cet instinct merveilleux des peuples primitifs, les Slaves comprirent bien vite que c'était le seul élément capable de lutter contre le czarisme et d'en avoir raison; aussi, toute la partie opprimée du monde slave se rallia à cette idée et à l'homme qui la représentait. Napoléon exerça une immense influence sur les peuples slaves, car il était pour eux le résumé de toutes les conquêtes de la Révolution, l'homme du destin par excellence, le héros que l'éclat de ses victoires environnait d'un charme mystérieux. Sa politique hésitante vis-à-vis de la Pologne ne put même pas effacer cette impression. Elle est restée si profonde et si enracinée, qu'aujourd'hui encore, malgré les influences contraires, ce n'est ni l'idée anglaise ni les ténébreuses doctrines de l'Allemagne qui pourraient jamais s'acclimater sur le sol slave. Seul le principe napoléonien y trouvera toujours d'ardentes sympathies, car son caractère d'universalité le rend populaire partout, et partout applicable. — Dans l'alliance des puissances occidentales, où l'Angleterre joue sans contredit un rôle si glorieux, le monde slave ne reconnaît qu'une seule initiative, celle de la France : c'est vers elle qu'il tourne ses regards, c'est d'elle seule qu'il attend son mot d'ordre; car, pour les Slaves, la France, gouvernée par un Napoléon, sera toujours le pouvoir exécutif de l'idée révolutionnaire.

Tel est, à notre avis, le concours des circonstances qui entraînent l'Occident, peut-être malgré lui, à vider la question

sur le terrain slave. L'Empereur Napoléon III, en faisant la guerre au czarisme, ne fait que continuer la mission du glorieux fondateur de sa race et compléter l'œuvre de la Révolution.

Mais ce qui donne à l'intervention de l'occident un aspect tout nouveau, c'est que sa politique porte un double caractère de conservation et de révolution : elle ne procède pas par des mesures révolutionnaires, mais elle en conserve fidèlement la tradition ; elle est conservatrice dans l'exécution, révolutionnaire dans l'idée ; là est sa force et son originalité, là est son gage de succès, car il n'y a que les plagiats dont il soit un devoir de se défier toujours. C'est donc la pousser dans une fausse voie que de l'engager à pencher d'un côté ou de l'autre, car les distinctions les plus subtiles ne pourront jamais déterminer, dans une lutte de cette nature, où finit la politique conservatrice, et où commence la politique révolutionnaire. Là où les principes sont en présence, bien plus que les hommes, l'habileté consiste à se préserver de tout esprit de parti, et non à s'y précipiter volontairement ; car l'esprit de parti, inspiré ordinairement par la routine et l'imprévoyance, mène directement à une politique que M. Saint-Marc Girardin a oublié de nommer, et qui s'appelle une politique de mystification (1). Nous en avons eu un spécimen en 1840.

La supériorité de la politique actuelle sur celles qui l'ont précédée, consiste justement dans son indépendance, elle peut adopter les deux caractères indifféremment, les faire marcher côte à côte, et les dominer au besoin, car elle repose sur un principe supérieur à l'esprit de parti, et lui est essentiellement hostile.

Ce qu'ont de mieux à faire les aristarques politiques, c'est d'accepter les événements tels qu'ils se produisent, et suivre leur développement providentiel ; ces événements ont, malgré eux, un tel caractère de grandeur et d'originalité, qu'ils nous inspirent toute confiance dans l'avenir.

(1) Voyez l'article du *Journal des Débats* du 23 novembre, sur les trois genres de politique à suivre.

Mais si les vieux partis ont leur routine qu'ils n'abandonnent que lorsqu'ils sont forcés d'abdiquer, la routine révolutionnaire n'est ni moins aveugle, ni moins obstinée.

Pour elle, le terrain classique de la révolution, c'est l'Allemagne et l'Italie; ses vues ne s'étendent pas au-delà. Les coryphées du parti, non contents de nous avoir fait assister au spectacle de 1848, voudraient encore aujourd'hui ramener la question sur un terrain usé, où tout ce qu'on peut faire a été fait, et où les succès les plus éclatants pâliraient devant les souvenirs du passé. Ils ne comprennent pas, ces champions de l'avenir, aussi aveugles souvent que ceux du passé et qui risquent de devenir aussi impuissants, que l'essentiel est d'étendre la sphère de l'action et de la déplacer; car si, d'un côté, l'occupation prolongée de l'empire ottoman n'est qu'une invasion régulière des principes de 89, de l'autre, le contact direct de l'occident avec les populations asservies, mais pleines de jeunesse et d'intelligence des provinces méridionales de la Russie, a une bien plus haute importance que ne l'aurait l'apparition d'une armée française en Italie ou sur les bords du Rhin.

L'expédition de Crimée a toujours été à nos yeux une de ces inspirations révolutionnaires, une de ces audaces sublimes, destinées à changer la face du monde, en le poussant dans des voies nouvelles. Faire rentrer les événements dans la vieille ornière révolutionnaire serait rendre service à la Russie, car le souvenir du passé rallierait bien vite autour d'elle toutes les fausses neutralités.

Il faut rendre grâce à Dieu, que la révolution, délivrée de ses faux apôtres, ait retrouvé enfin, sous une main puissante, sa vraie direction : après s'être épuisée pendant quarante ans dans des efforts stériles, elle a repris son cours civilisateur. Aussi est-il clair pour nous que dans la lutte actuelle il n'est nullement question de ces griefs éternels de peuples à souverains, que la routine révolutionnaire de l'Occident n'a jamais satisfaits, et qu'elle a toujours exploités à son profit. L'idée a grandi, elle s'est transportée sur un autre terrain, car il lui fallait plus d'air et d'espace, et elle a planté son drapeau sur le sol même qu'elle est appelée à régénérer.

La *révolution*, dans le sens que lui donnent les hommes de la Sainte-Alliance, les amis du czarisme, n'est qu'une tentative de désordre, sans but et sans excuse : c'est l'idée révolutionnaire livrée à elle-même, s'égarant dans les doctrines et les agitations. Ce genre de révolution aurait peu de chances de succès sur le terrain slave : le mot de *révolution* y est synonyme de progrès et de civilisation, car on associe à tout changement l'espoir d'une répartition équitable des nationalités, et d'une augmentation de bien-être.

Ce qu'adopte le monde slave, c'est l'idée révolutionnaire lorsqu'elle est saisie par une main ferme, habile, et qu'elle redevient ce qu'elle doit être toujours, une force intelligente destinée à avoir raison de la force brutale.

L'anarchie change de formules et d'aspirations d'après les âges différents où elle se produit ; mais c'est toujours, plus ou moins, la recherche de l'absolu dans la question sociale. La révolution, dans le monde slave, est une idée claire, précise, pure de tout alliage, et facile à déterminer : elle a sa raison d'être dans l'affranchissement de l'individu, et ses bornes naturelles dans les nationalités, dont les limites sont tracées par la main des siècles.

La guerre d'Orient, comme toute grande époque dans l'histoire, a son côté philosophique, qu'il est essentiel de ne pas négliger : elle ne peut que gagner à être franchement interprétée et discutée sérieusement : pourquoi donc veut-on, à tout prix, restreindre sa portée, et lui ôter toute sa signification ?

Qu'on y songe bien : dépouiller la guerre actuelle de son but élevé, qui est la liberté des peuples opprimés et leur émancipation politique, c'est la frapper d'impuissance, c'est la marquer du sceau de la flétrissure et de la réprobation. Otez à l'amour ses entraînements, ses luttes et ses faiblesses, et substituez-y un froid calcul et un raisonnement égoïste, il devient sans excuse, et la société le repousse comme une prostitution. Il en est de même de la guerre (et c'est un progrès de l'esprit humain qu'il est bon de constater) : si vous ne la grandissez pas par un but élevé et par cette teinte d'enthousiasme qui fait sa poésie, vous n'en faites qu'une odieuse bou-

cherie, qui soulèvera tôt ou tard la conscience du genre humain contre ceux qui la prolongent sans raison. Quelle est donc cette idée féconde et généreuse pour laquelle tant de sang a déjà été répandu, tant de trésors dépensés? Est-ce pour limiter la puissance de la Russie dans la mer Noire, est-ce pour galvaniser le cadavre de la Turquie européenne? Quels résultats peut-on se flatter d'obtenir au nom d'une semblable idée.

Nous croyons qu'il importe peu au monde et à l'avenir de la civilisation que tel ou tel pavillon domine dans la mer Noire, que le drapeau de Mahomet soit maintenu sur les tours et les clochers de l'ancienne Byzance. Ceux qui voudraient se borner à ce résultat, et pousser la politique européenne dans cette voie, ne feraient que fournir à toutes les races slaves un prétexte pour se rallier sous le drapeau de la Russie, — et qui oserait les blâmer pour cela!

Le monde slave est dans la position d'un homme mis au pied du mur, et forcé à prendre un parti, — si on s'intéresse à lui, il sera pour l'Europe; — si on l'abandonne, il se jettera dans les bras du czarisme.

Le czarisme ne reculera devant aucun sacrifice pour semain-tenir dans son intégrité; par sa durée même, par ses ramifications en Europe, par les complaisances dont on l'a sans cesse entouré, il est devenu une force imposante, que des échecs partiels n'abattront jamais. Soutenir, comme l'a fait un publiciste de renom, que la Russie n'a plus d'armée (1), est une exagération qu'il est à peine digne de mentionner. Les ressources du czarisme sont immenses, et comme le génie de la nation qu'il gouverne consiste bien plus à tirer avantage des revers qu'à profiter des succès, l'avenir est encore incertain.

Les échecs de la Russie sont graves jusqu'à présent, mais ils ne sont pas suffisants pour abaisser l'orgueil moscovite et le forcer à capituler; jamais, depuis Pierre-le-Grand, la Russie n'a traité avec l'ennemi occupant une partie de son territoire. Ce que Napoléon obtint sur le radeau de Tilsitt, il ne put l'imposer à Moscou, lorsqu'il entra en vainqueur dans la vieille

(1) Voyez le *Constitutionnel* du 21 novembre.

capitale de l'empire ! Une trêve peut être salutaire à la Russie, mais il n'en sortira jamais une paix solide, si on la laisse dans toute son intégrité : c'est ce qui préoccupe les esprits et les rend inquiets et flottants.

L'opinion publique, tout en se donnant des allures démocratiques, veut le plus souvent trancher du souverain ; elle aime à se faire illusion, et ne prête l'oreille qu'à ses flatteurs, à ses courtisans. Parce qu'il existe un parti nombreux en Occident qui ne demande que la paix et y est fortement intéressé, tout avis contraire est repoussé et calomnié à dessein ; cependant, lorsque la presque totalité de la race slave se trouve engagée dans la question, il nous semble qu'elle a aussi une voix au chapitre, et que l'opinion qui y a cours, est pour le moins aussi importante à connaître que celle qui prédomine en Occident. Ceux qui du haut de leur tribune ou dans les bureaux de leurs journaux, grâce à des considérations diverses, arrangent les événements à leur gré et à leur fantaisie, sont bien moins irréprochables que ceux qui par amour pour la vérité la recherchent franchement et hardiment. Libre à tel ministre ou à tel journal d'être contraires aux nationalités opprimées ; leur opinion personnelle ne peut arrêter le cours des choses : mais elle contribue à fausser l'opinion du public, car leurs paroles sont répétées, et souvent exploitées contrairement à leurs intentions. On les cite pour calmer les esprits, et l'on croit voir disparaître des complications qui semblent inquiétantes, parce que l'on sent instinctivement qu'on ne peut les éviter.

Nous ne faisons qu'effleurer ce détail, sans nous en préoccuper autrement, et nous devons l'avouer, malgré notre profond respect pour toutes les opinions librement énoncées, nous sommes un peu comme Descartes, nous ne croyons ni aux hommes du passé, ni aux hommes du présent. Il nous semble que la Providence prend rarement en considération des opinions inspirées par l'intérêt privé. Nous pensons même que lorsqu'elle s'en occupe, c'est plutôt pour les confondre et pour amener ceux qui les professent à des contradictions et des rétractations qui sont, à nos yeux, le plus grand châtiement réservé à l'orgueil humain.

Qu'une nouvelle paix de Westphalie soit signée, une paix

qui, nous l'espérons, prendra à tâche de régler les affaires des peuples, comme le congrès de Vienne a réglé les affaires des souverains, et nous verrons encore les mêmes hommes qui condamnaient le principe des nationalités comme un principe anarchique et révolutionnaire, trouver, en faveur des nationalités opprimées, des arguments tout aussi éloquents que ceux qu'ils ont trouvés (quand il le fallait) en faveur de leurs oppresseurs ?

Si nous avons repris la plume, c'est que, pressés par un devoir impérieux, il nous a semblé que tout homme consciencieux devait fournir, à l'appui de ses convictions, tous les arguments qui lui paraissent de nature à former l'opinion et à vaincre les préjugés.

Le succès nous importe peu : notre seule ambition est de contribuer à faire progresser l'idée.

Toute pensée, toute opinion contraire à la routine ordinaire a toujours ses détracteurs et ses ennemis, elle semble un extrême, je dirai presque un danger, au moment où on la produit : ce n'est que lorsqu'elle est mûre et à moitié accomplie, qu'elle semble possible aux esprits même les plus obstinés. Il en sera ainsi de la question slave, avant qu'elle soit admise et reconnue.

On nous accusera, peut-être, de ne pas donner une conclusion pratique à notre travail : à quoi bon ? les événements eux-mêmes se chargeront de cette conclusion. Nous nous en tenons strictement à l'idée, et nous désapprouvons hautement tous ces plans de campagne qu'on livre à la publicité, tous ces programmes tracés d'avance, qui ont la prétention d'enchaîner les événements, et de recommander à l'attention publique certaines individualités.

Avant de passer du domaine de l'abstraction sur le terrain pratique de l'exécution, l'idée qui prédominera un jour a besoin d'un travail long et pénible qui l'élucide, la simplifie et la dégage de toute personnalité et de toute équivoque. Il y a un échelonnement nécessaire en toute chose, et ce n'est que par une série d'inductions, et progressivement, qu'on peut arriver à une conclusion définitive.

Mettons donc les hommes de côté, et soignons l'idée, — c'est le moyen le plus sûr de se préparer à l'action.

Ce 5 janvier 1856.

